
Annexes



Tableaux de référence de la comptabilité nationale

1. Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2016		
	2014	2015	2016	Milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Contributions ² (en %)
Produit Intérieur brut (PIB)	0,9	1,1	1,2	2 228,9	0,4	1,2
Importations de biens et de services	4,8	5,7	4,2	695,6	-2,4	1,3
Ensemble des emplois finals	1,8	2,2	1,9	2 924,4	-0,3	2,5
Consommation finale effective des ménages	1,1	1,4	2,1	1 576,5	-0,1	1,5
<i>dont : dépense de consommation...</i>						
... finale des ménages	0,7	1,4	2,3	1 186,1	-0,1	1,2
... individuelle des administrations	2,1	1,5	1,6	343,6	-0,3	0,2
Consommation finale effective des administrations publiques	-0,1	0,5	0,7	183,1	0,2	0,1
Formation brute de capital fixe	0,0	1,0	2,8	489,4	0,5	0,6
<i>dont : des entreprises non financières</i>	<i>1,7</i>	<i>3,1</i>	<i>3,6</i>	<i>276,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>
des ménages	-3,0	-2,1	2,4	111,6	0,8	0,1
des administrations publiques	-5,3	-3,0	-0,1	76,1	0,0	0,0
Variation des stocks ¹	0,7	0,3	-0,2	23,3	///	-0,2
Exportations de biens et de services	3,3	4,3	1,8	652,2	-1,7	0,5

1. Y compris les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

2. Contributions à la croissance du PIB.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

2. Valeur ajoutée brute par branche

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2016
	2014	2015	2016	(en milliards d'euros courants)
Agriculture, sylviculture et pêche	14,7	0,6	-9,7	32,7
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	0,6	1,4	1,5	280,0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-4,5	2,6	1,3	53,2
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,3	0,9	-1,7	45,0
Cokéfaction et raffinage	120,4	13,0	-21,6	0,1
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,9	-1,1	3,6	31,6
Fabrication de matériels de transport	-0,1	1,2	7,0	28,2
Fabrication d'autres produits industriels	-0,2	1,5	1,3	121,8
Construction	-2,7	-1,9	0,1	109,6
Services principalement marchands	1,3	1,2	1,5	1 118,0
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	0,9	1,0	1,9	350,6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1,6	2,4	1,3	196,6
Transports et entreposage	0,4	-1,1	2,9	96,1
Hébergement et restauration	-1,2	-0,9	2,5	57,8
Information et communication	4,0	3,1	2,8	103,6
Activités financières et d'assurance	1,3	1,0	-1,6	82,1
Activités immobilières	1,2	1,0	0,9	259,1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1,4	1,3	2,0	262,5
Autres services	-0,5	1,3	0,8	60,0
Services principalement non marchands¹	0,9	0,4	0,9	452,1
Ensemble	1,1	0,9	1,1	1 992,3

1. Les services principalement non marchands regroupent l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants

	Évolution (en %)			2016 (en Md€)
	2014	2015	2016	
Produit intérieur brut	1,5	2,2	1,6	2 228,9
Valeur ajoutée au prix de base	1,4	2,0	1,5	1 992,3
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits ¹	2,4	3,8	2,4	236,5
Revenu national brut	1,6	2,3	1,7	2 264,3
Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie	1,4	2,5	1,7	2 214,4
Valeur ajoutée brute des secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	1,3	2,3	1,6	1 366,6
Sociétés non financières	1,3	2,6	2,2	1 142,9
Entreprises individuelles	0,1	0,1	1,3	132,3
Sociétés financières	3,5	1,5	-5,7	91,4
Valeur ajoutée des administrations publiques	1,6	0,7	0,8	366,1
Éléments de partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	1,6	1,3	2,1	821,2
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	2,7	5,8	0,7	511,7
Rémunération des salariés des administrations	2,0	1,0	0,8	283,6
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	2,7	7,9	2,2	365,0
Revenus de la propriété nets versés	3,6	3,0	-2,7	75,9
Épargne brute	3,8	13,9	4,5	225,9
Formation brute de capital fixe	2,1	3,0	4,4	266,8
Variation des stocks	13,5	7,4	-2,0	23,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-11,7	10,8	1,4	-44,9
Taux de marge (évolution en points) ²	0,4	1,6	0,0	31,9
Taux d'autofinancement (évolution en points) ³	1,3	8,1	0,1	84,7
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	8,2	0,6	-17,9	30,5
Formation brute de capital fixe	20,1	6,0	7,1	20,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-2,3	5,2	-6,6	1,8
Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI ⁴	1,3	2,2	2,2	185,5
Revenu mixte net des EI	0,4	2,5	2,5	88,0
Salaires nets reçus	1,1	1,4	1,9	738,1
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature ⁵	2,4	1,5	1,8	484,6
Revenus de la propriété nets reçus	-0,1	-2,5	-3,2	104,0
Impôts courants	1,7	1,7	1,1	218,7
Revenu disponible brut	1,3	1,1	1,7	1 377,0
Dépense de consommation finale	0,8	1,7	2,2	1 186,1
Revenu disponible brut ajusté	1,5	1,2	1,7	1 767,4
Consommation effective des ménages	1,2	1,7	2,0	1 576,5
Épargne brute	3,8	-2,2	-1,0	190,9
Formation brute de capital fixe	-1,0	-0,8	3,1	121,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	7,3	-5,3	-3,8	63,7
Taux d'épargne ⁶ (évolution en points)	0,4	-0,5	-0,4	13,9
Taux d'épargne financière ⁷ (évolution en points)	0,5	-0,5	-0,4	4,6
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (Fab)	0,6	4,6	0,2	467,1
Importations de biens (Fab)	0,0	1,5	0,6	495,8
Exportations de services - importations de services (en Md€)	-5,0	-3,8	-8,1	-14,7
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde (en Md€)	-3,6	6,5	4,5	-12,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation (en Md€)	-6,1	15,8	-5,8	-56,1

1. Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools, etc.).

2. Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute. 3. Épargne brute / formation brute de capital fixe. 4. Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation. 5. Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA).

6. Epargne brute / revenu disponible brut. 7. Capacité de financement / revenu disponible brut.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Chronologie 2016

Janvier

France

- 01 Le Smic est revalorisé de 0,6 % : il passe à 9,67 euros bruts de l'heure contre 9,61 euros en 2015, soit un montant brut mensuel de 1 466,62 euros.
Mise en place de la prime d'activité qui se substitue au RSA activité et à la prime pour l'emploi (PPE).
À la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle carte des régions françaises, la métropole passe de 22 à 13 régions.
- 06 La France durcit les règles en matière de transparence financière pour les sociétés cotées.
- 14 Forte chute du cours en bourse de Renault, à la suite de la perquisition menée par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes après le scandale des moteurs diesel truqués de Volkswagen.
- 18 Plan d'urgence contre le chômage : les trois principales mesures sont la formation de 500 000 chômeurs, une aide à l'embauche pour les PME et la relance de l'apprentissage.
- 26 Dans un contexte tendu, Stéphane Le Foll annonce de nouvelles mesures en faveur de l'agriculture (des avances sur trésorerie de 500 millions d'euros pour les agriculteurs et 290 millions d'euros d'aides supplémentaires aux éleveurs).
- 27 Remaniement ministériel après la démission de Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Union européenne

- 01 Les Pays-Bas prennent la présidence de l'Union européenne pour six mois.
- 07 Airbus annonce la commande, par le loueur BOC Aviation, filiale de Bank of China, de 30 Airbus A320 pour un montant de 3,07 milliards de dollars.
- 14 La Grèce accepte la présence du FMI pour le nouveau plan d'aide de 86 milliards d'euros, conditionné à une réforme des retraites puis à un allègement du fardeau de la dette.

- 25 La Commission européenne autorise l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Norvège et la Suède à prolonger les contrôles sur leurs frontières pour des raisons migratoires. La France, qui avait également rétabli ces contrôles à cause des menaces terroristes les prolongera jusqu'en juillet.

Monde hors Union européenne

- 06 Le baril de Brent de la mer du Nord passe sous les 35 dollars.
- 07 La bourse de Shanghai ferme pour la seconde fois depuis le début de l'année. Le yuan est à son plus bas niveau depuis cinq ans.
- 12 Attentat terroriste à Istanbul.
- 15 La banque d'affaires Goldman Sachs accepte de verser au fisc américain plus de 5 milliards de dollars afin de solder le litige immobilier remontant à la crise financière de 2008.
- 16 L'accord nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances entre en vigueur entraînant une levée des sanctions économiques.
- 25 JP Morgan va payer une amende de 1,2 milliard de dollars pour régler des contentieux liés à la faillite de Lehman Brothers en 2008.
- 26 Évasion fiscale : une trentaine de pays membres de l'OCDE va mettre en place le « reporting » pays par pays de leurs multinationales et échanger les informations entre eux.
- 29 La Banque du Japon adopte des taux d'intérêt nominaux négatifs pour la première fois de son histoire.

Février

France

- 01 Le taux du Livret A reste à 0,75 % ; celui du PEL baisse de 2 % à 1,5 %.
- 11 Baisse immédiate des cotisations sociales pour l'ensemble des agriculteurs. Remaniement ministériel à la suite du départ de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international.
- 19 Prorogation de trois mois de l'état d'urgence.

Union européenne

- 11** Les bourses européennes terminent à leur plus bas niveau depuis l'été 2013, le CAC 40 chute de plus de 4 %, passant sous 3 900 points.
- 18** Accord du Conseil européen renforçant le statut particulier du Royaume-Uni au sein de l'UE, dans le but d'éviter sa sortie de l'Union (« Brexit »). Le Conseil confirme également la nécessité de parvenir à un consensus européen sur les migrations.

Monde hors Union européenne

- 01** Google devient la première capitalisation boursière mondiale devant Apple.
- 12** L'indice Nikkei enregistre sa pire semaine depuis la crise de 2008 avec une chute de 12 %.

Mars

France

- 02** Lancement d'un troisième programme d'investissements d'avenir (PIA) d'un montant de 10 milliards d'euros.
- 15** Le CAC 40 franchit à la hausse le seuil symbolique des 4 500 points, regagnant 15 % depuis son plus bas niveau du 11 février.
- 30** Abandon du texte visant à inscrire dans la Constitution l'état d'urgence et la déchéance de nationalité.
- 31** Manifestations dans toute la France à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF pour réclamer le retrait du projet de loi réformant le code du travail. Naissance du mouvement citoyen « Nuit debout » place de la République à Paris.

Union européenne

- 10** La Banque centrale européenne annonce l'augmentation du montant mensuel de ses rachats de dettes publiques, qui passe de 60 à 80 milliards d'euros, et la baisse de ses trois taux directeurs.
- 16** Les deux opérateurs boursiers, le britannique London Stock Exchange (LSE) et l'allemand Deutsche Börse, approuvent les termes d'une fusion qui marginalise un peu plus Euronext.
- 17** Les 28 pays membres de l'UE adoptent une déclaration commune avec la

Turquie sur un plan d'action pour les nouveaux migrants et mettre fin à l'immigration irrégulière de la Turquie vers l'UE.

Monde hors Union européenne

- 07** Attaque terroriste à Ben Guerdane en Tunisie.
- 30** La concentration se poursuit dans le secteur parapétrolier, durement touché par l'effondrement des prix du pétrole et la baisse des investissements des compagnies pétrogazières.
Le groupe franco-américain Schlumberger rachète l'américain Cameron International (13,2 milliards d'euros).

Avril

France

- 01** Entrée en vigueur de la deuxième tranche du pacte de responsabilité, baisse de 1,8 point des cotisations patronales sur les allocations familiales pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 Smic.
Prolongation jusqu'en avril 2017 du dispositif fiscal de suramortissement, en vigueur depuis un an.
- 22** L'État actionnaire injectera 3 milliards d'euros dans EDF à l'occasion d'une prochaine augmentation de capital.
- 26** La Fnac obtient le soutien de la majorité des actionnaires de Darty pour racheter l'enseigne.

Union européenne

- 19** Signature d'un contrat portant sur la vente à l'Égypte d'un satellite de télécoms militaire par Airbus Space Systems et Thales Alenia Space.

Monde hors Union européenne

- 03** Le Consortium international des journalistes d'investigation dévoile 11,5 millions de documents d'un cabinet d'avocats panaméen, Mossack Fonseca, spécialisé dans la création de sociétés offshore. Cette enquête dite des « Panama Papers », révèle un vaste système d'évasion fiscale qui touche politiques, sportifs et banques dans plusieurs pays.
- 22** Signature à l'ONU de l'Accord de Paris sur le climat par plus de 170 chefs d'État ou leurs représentants.

Mai

France

- 06 Le BHV-Marais est le premier grand magasin parisien à ouvrir le dimanche.
- 17 La contestation contre le projet de loi Travail se poursuit avec des blocages de raffineries et des mobilisations de routiers et cheminots.
- 20 Prorogation de deux mois de l'état d'urgence en raison de l'organisation en France de l'Euro 2016.

Union européenne

- 09 Le Parlement grec adopte une réforme des retraites, controversée mais réclamée par les créanciers de l'UE et du FMI, et un projet de loi prévoyant un mécanisme de correction automatique en cas de dérapage budgétaire.
- 25 Les 19 ministres des finances de la zone euro accordent 10,3 milliards d'euros de nouveaux prêts à la Grèce et prévoient un aménagement de sa dette.

Monde hors Union européenne

- 12 Le Sénat brésilien suspend le mandat de la présidente Dilma Roussef pour la soumettre à un procès en destitution.

Juin

France

- 08 Le tribunal correctionnel de Paris condamne la société Uber France à 800 000 euros d'amende pour exercice illégal de l'activité de taxi dans le cadre du service UberPop.
- 09 Dans le cadre du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi Sapin 2), l'Assemblée nationale rend contraignant le vote des assemblées générales (AG) d'actionnaires sur la rémunération des dirigeants d'entreprise.
- 13 Assassinat revendiqué par Daech d'un couple de policiers à Magnanville.
- 26 Le « oui » l'emporte lors de la consultation locale sur le projet de transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique sur la commune de Notre-Dame-des-Landes.
- 30 Prorogation de la convention d'assurance chômage, qui arrivait à échéance, afin d'assurer la continuité de l'indemnisation

après l'échec des partenaires sociaux à trouver un accord.

Union européenne

- 08 La Banque centrale européenne entame son programme d'achat d'obligations d'entreprises (80 milliards d'euros mensuels).
- 23 Les Britanniques se prononcent par référendum en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). Les bourses dévissent.
- 28 Le Parlement européen vote une résolution sur le « Brexit » appelant le gouvernement britannique à engager rapidement la procédure de retrait volontaire prévue par l'article 50 du Traité sur l'Union européenne (TUE).

Monde hors Union européenne

- 12 Attentat terroriste à Orlando (États-Unis).
- 13 Microsoft annonce l'entrée en négociations exclusives en vue du rachat du réseau social professionnel LinkedIn pour 23,2 milliards d'euros.
- 28 Volkswagen versera près de 15 milliards de dollars pour échapper à un procès aux États-Unis dans le scandale de ses moteurs diesels truqués.
- 29 Le consortium Expolink, emmené par Alstom Transport, remporte un contrat de 2,6 milliards d'euros pour l'extension du métro à Dubaï.

Juillet

France

- 01 Le point d'indice des fonctionnaires est revalorisé de 0,6 % en juillet 2016. Il sera à nouveau de 0,6 % en février 2017.
- 07 La France emprunte au taux le plus bas de son histoire, plaçant une émission de 10 milliards d'euros à 10 ans au taux de 0,16 %.
- 14 Attentat terroriste à Nice. Un deuil national de trois jours est décidé (les 16, 17 et 18 juillet).
- 20 Adoption définitive du projet de loi El Khomri (loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels). Faute de disposer d'une majorité, le Premier ministre Manuel Valls a dû recourir trois fois à l'article 49-3 de la Constitution.

- 21 Prorogation de six mois de l'état d'urgence.
- 26 Attentat terroriste perpétré dans une église de Saint-Étienne-du-Rouvray.

Union européenne

- 01 La Slovaquie prend la présidence du Conseil de l'Union européenne pour six mois.
- 12 L'Irlande annonce la révision à 26 % de la croissance de son PIB en 2015 et non de 7,8 % comme initialement estimée. Cette révision est la conséquence de la relocalisation de multinationales en Irlande pour des raisons fiscales.
- 13 Theresa May devient Première ministre du Royaume-Uni.
- 18 Bruxelles débloque 500 millions d'euros pour aider les éleveurs européens à faire face à la crise dans le secteur laitier, frappé par la surproduction liée en partie à la fin des quotas européens.
- 19 La Commission européenne inflige une amende de 2,9 milliards d'euros au « cartel des camions » pour entente illécite entre 1997 et 2011. Sont concernés les constructeurs allemands Daimler et MAN, les Suédois Scania et Volvo – qui possède les camions Renault –, le Néerlandais DAF et l'Italien Iveco.

Monde hors Union européenne

- 03 Attentat terroriste à Bagdad (Irak).
- 15 Tentative de coup d'état en Turquie.
- 19 Aux États-Unis, Investiture de Donald Trump par le parti républicain pour l'élection présidentielle.
- 28 Aux États-Unis, investiture de Hillary Clinton par le parti démocrate pour l'élection présidentielle.

Août

France

- 26 Alstom remporte un contrat de 2 milliards de dollars aux États-Unis pour 28 trains à grande vitesse.
- 30 Remaniement ministériel à la suite des démissions d'Emmanuel Macron, ministre de l'Économie et de George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer.
- 30 Le conflit entre les éleveurs et Lactalis s'achève par un accord sur les prix du lait. Le ministre de l'Agriculture décide de doubler l'aide européenne soit près de

50 millions d'euros supplémentaires pour les éleveurs, en priorité les producteurs laitiers.

Union européenne

- 04 Afin de soutenir l'économie britannique, le taux directeur de la Banque d'Angleterre est ramené de 0,50 à 0,25 % soit son plus bas niveau historique.
- 08 Volkswagen est condamné par l'autorité de la concurrence italienne à une amende de 5 millions d'euros pour avoir « manipulé le système de contrôle des émissions polluantes ».
- 24 L'État portugais, en accord avec la Commission européenne, recapitalise dans l'urgence la principale banque portugaise (Caixa Geral de Depositos) à hauteur de 2,7 milliards d'euros.
- 30 Dans le cadre de la lutte contre l'évasion fiscale, la Commission européenne, exige de l'Irlande qu'elle réclame à Apple plus de 13 milliards d'euros d'impôts au titre d'« avantages fiscaux indus ». Décision dont l'Irlande fait appel.

Monde hors Union européenne

- 09 Signature d'un contrat d'achat par le Koweït avec Airbus Helicopters de 30 hélicoptères pour plus de 1 milliard d'euros.

Septembre

France

- 15 EDF et la compagnie China General Nuclear Power Company obtiennent l'accord du gouvernement britannique pour l'extension de la centrale nucléaire d'Hinkley Point par l'ajout de deux réacteurs de type EPR.

Union européenne

- 06 Airbus annonce la vente de 40 appareils à des compagnies vietnamiennes pour une valeur de 6,5 milliards de dollars.

Monde hors Union européenne

- 21 Le Japon assouplit sa politique monétaire. La Banque du Japon abandonne notamment son objectif d'augmentation de la base monétaire, en faveur d'un système de « contrôle de la pente de la courbe des taux » visant notamment à maintenir les rendements à 10 ans des obligations d'État à un niveau proche de zéro.

- 23** New Delhi signe un contrat pour l'achat de 36 avions de combat Rafale de Dassault Aviation, pour un montant de 8 milliards d'euros. Grâce à ce contrat le solde commercial de la France vis-à-vis de l'Inde devient excédentaire sur l'année 2016.

Octobre

France

- 04** L'État commandera 15 TGV à Alstom pour permettre le maintien de l'activité de son site à Belfort, menacé de fermeture.
- 05** Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2017 qui prévoit un déficit du régime général de la Sécurité sociale inférieur à 400 millions d'euros contre 3,4 milliards d'euros en 2016 et une hausse de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) fixée à 2,1 % pour 2017.
- 24** Démantèlement du camp de la Lande à Calais où plus de 6 000 migrants s'étaient réfugiés. Les migrants sont orientés vers 450 centres d'accueil et d'orientation (CAO).

Union européenne

- 02** La Première ministre britannique annonce l'activation de l'article 50 du TUE à la fin mars 2017.
En recul de 14 % face à l'euro (1,13 euro le 5 octobre) depuis le référendum, la livre sterling est au plus bas depuis cinq ans.
- 27** Nissan annonce la construction de son modèle Qashqai sur son site de Sunderland, en Grande-Bretagne après avoir obtenu des garanties sur la compensation des éventuels surcoûts liés au « Brexit ». C'est le premier gros investissement industriel au Royaume-Uni depuis le vote du 23 juin pour la sortie du pays de l'Union européenne.
- 30** Signature de l'accord de libre échange (CETA, Comprehensive Economic and Trade Agreement) entre l'UE et le Canada : suppression de plus de 99 % des droits de douane et des restrictions en matière d'accès aux marchés publics, harmonisation des règles applicables en matière de propriété intellectuelle, libéralisation des services et mise en place d'un tribunal de

règlement des différends pour la protection des investissements. Cet accord reste contesté par une grande partie des Européens qui redoutent une déréglementation généralisée.

Monde hors Union européenne

- 01** Le FMI inclut le renminbi (yuan) dans le panier de devises des droits de tirage spéciaux (DTS) où il rejoint le dollar, l'euro, le yen et la livre sterling.
- 11** Samsung retire du marché le Galaxy Note 7 et arrête sa production. La facture pourrait avoisiner les 17 milliards de dollars en ventes perdues pour le fabricant coréen.

Novembre

France

- 07** Désignation du député européen Yannick Jadot comme candidat d'Europe Écologie - Les Verts à la présidentielle de 2017.
- 10** Le gouvernement décide d'introduire deux modifications techniques de la formule de calcul du taux du livret A. Désormais, les indices utilisés dans la formule pour les taux monétaires et l'inflation seront lissés sur six mois et la majoration de 0,25 point de pourcentage par rapport à l'inflation est suspendue lorsque l'écart entre l'inflation et les taux monétaires est supérieur ou égal à 0,25 point de pourcentage.
- 15** Dans le cadre de la restructuration de la filière nucléaire française, accord pour la prise de contrôle par EDF des activités d'Areva nuclear power (NP).
- 27** François Fillon remporte la primaire de la droite et du centre pour l'élection présidentielle avec 66,5 % des voix. Plus de 4 millions de personnes ont participé à chacun des deux tours.

Union européenne

- 24** Dans une résolution adoptée à Strasbourg, le Parlement européen invite la Commission et les États membres à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie en raison des mesures répressives « disproportionnées » prises par Ankara depuis la tentative de coup d'État du 15 juillet.

Monde hors Union européenne

- 08** Donald Trump est élu président des États-Unis.
- 11** Le FMI approuve un vaste plan d'aide de 12 milliards de dollars sur trois ans en faveur de l'Égypte, afin de redresser son économie.
- 25** Mort de Fidel Castro.
- 30** Les 14 pays membres de l'Opep décident de réduire leur production de pétrole pour faire remonter les cours du baril.

Décembre

France

- 01** Le président de la République François Hollande annonce qu'il ne se présentera pas pour un second mandat à l'élection présidentielle de 2017.
- 06** Remaniement ministériel à la suite de la démission du Premier ministre Manuel Valls qui se porte candidat à la primaire du Parti socialiste pour l'élection présidentielle.
- 19** Prorogation de l'état d'urgence jusqu'au 15 juillet 2017.
- 20** La France et l'Australie signent un contrat pour 12 sous-marins (34,5 milliards d'euros, dont 8 milliards d'euros pour DCNS et les industriels français).
- 21** Adoption par l'Assemblée nationale du projet de budget 2017, qui prévoit de ramener le déficit public à 2,7 % du produit intérieur brut (PIB), sur la base d'une prévision de croissance de 1,5 % pour 2017. Ce projet prévoit aussi des baisses d'impôts pour les ménages et les entreprises, l'instauration du prélèvement à la source en 2018 et une hausse des

crédits pour les secteurs prioritaires en 2017 (école et enseignement supérieur, sécurité, prime à l'embauche).

Union européenne

- 04** Démission de Matteo Renzi, président du Conseil italien après la victoire du non au référendum sur la réforme constitutionnelle.
- 08** Le groupe de restauration rapide Mac Donald's quitte le Luxembourg pour installer sa base fiscale internationale au Royaume-Uni afin de bénéficier des taux d'imposition des sociétés britanniques.
- 19** Attentat terroriste sur un marché de Noël de Berlin en Allemagne.

Monde hors Union européenne

- 14** La banque centrale américaine (FED) relève son taux directeur d'un quart de point de pourcentage. Le taux interbancaire au jour le jour se situe désormais entre 0,50% et 0,75%.
- 18** Vote à l'unanimité à l'ONU de la résolution 2328, présentée par la France, qui doit permettre le déploiement d'observateurs de l'ONU à Alep en Syrie pour y superviser l'évacuation des civils et l'acheminement des aides humanitaires.
- 23** La compagnie Iran Air passe une commande ferme de 100 appareils du constructeur Airbus pour un montant d'environ 20 milliards de dollars.
- 23** Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 2334 condamnant la colonisation dans les territoires palestiniens et à Jérusalem-Est (grâce à l'abstention des États-Unis qui n'ont pas opposé leur veto).
- 31** Attentats terroristes en Irak et à Istanbul.

Glossaire

Agents non financiers résidents

Ils sont répartis en trois secteurs : les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ; les sociétés non financières (SNF) ; les administrations publiques (APU), ces dernières regroupant l'État, les organismes divers d'administration centrale (Odac), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

Chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)

Personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui :

- n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence ;
- est disponible pour travailler dans les deux semaines ;
- a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Compétitivité-prix à l'exportation

Rapport d'un prix de référence étranger à un prix à l'exportation français. Le prix de référence étranger est une moyenne pondérée des prix de 23 partenaires commerciaux de la France dans l'OCDE. La pondération et les prix de ces 23 partenaires sont établis en fonction de l'intensité de la concurrence exercée par les exportateurs étrangers sur les marchés tiers pour une année de référence (1999). Selon la même méthode, on calcule également un indicateur de **compétitivité-coût**, qui compare les coûts salariaux unitaires de la France à ceux de ses 23 partenaires.

Ces derniers, considérés pour les indicateurs de compétitivité-prix et de compétitivité-coût, sont l'ensemble des pays de l'OCDE à l'exclusion de l'Europe centrale (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie et Estonie), du Luxembourg, de l'Islande, d'Israël et du Chili. L'indicateur de compétitivité-prix

se rapporte aux biens et services, celui des coûts à l'ensemble de l'économie.

Consommation effective des ménages

Elle inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part. Elle comprend donc, en plus des biens et des services acquis par leurs propres dépenses de consommation finale, les biens et les services qui, ayant fait l'objet de dépenses de consommation individuelle des administrations publiques ou des ISBLSM, donnent lieu à des transferts sociaux en nature de leur part vers les ménages.

Consommation de capital fixe

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible. Le terme « brut » dans les expressions comme produit intérieur brut ou formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Déficit commercial

Expression qui désigne, lorsqu'elle est négative, la différence entre les exportations et les importations de biens en valeur, mesuré Fab-Fab. (voir **Fab - franco à bord**).

Demande mondiale adressée à la France

Mesure ce que serait l'évolution des exportations dans le cas où la France conserverait des parts de marchés constantes.

Dépenses des administrations publiques

Elles sont ventilées suivant une nomenclature internationale définie dans le chapitre 29

du système de comptes nationaux (SCN) de 2008 : la COFOG (*Classification of Functions of Government*). Celle-ci répartit les dépenses des administrations publiques en dix catégories selon leur finalité.

Le champ des administrations publiques et le montant des dépenses sont ceux de la comptabilité nationale. Conventionnellement, les dépenses d'intérêts de la dette, lorsque la finalité de ces dépenses d'intérêts ne peut être distinguée de manière précise, sont comptabilisées dans la fonction « services publics généraux ». L'affectation des dépenses de transfert (transferts courants ou en capital) est faite suivant la dépense qu'elle finance lorsqu'elle est connue. Dans le cas contraire, elle figure conventionnellement en « services publics généraux ».

Le partage, délicat, entre dépenses de santé et de protection sociale peut nuire à la comparabilité des résultats internationaux. Sont comptabilisés dans les chiffres français : en santé, les dépenses concernant la prise en charge de soins de santé (remboursement de soins de ville et de biens médicaux) et les coûts de fonctionnement des hôpitaux ; en protection sociale, les transferts en espèces aux ménages destinés à compenser les pertes de revenus dues à la maladie et aux accidents du travail (indemnités journalières). En outre, tous les pays n'appliquent pas nécessairement les mêmes conventions comptables, certains classant par exemple les hôpitaux publics hors des administrations publiques.

Les dépenses par sous-secteurs (État, Odac, administrations publiques locales et administrations de sécurité sociale) présentées ici sont consolidées : elles excluent tous les transferts à destination d'autres administrations publiques.

Dépenses pré-engagées

Cette définition recouvre les postes de dépenses de consommation suivants :

- l'ensemble des dépenses des ménages liées au logement (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les loyers imputés), ainsi que celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;

- les services de télécommunications ;
- les frais de cantine ;
- les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- les assurances (hors assurance-vie) ;
- les services financiers (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).

Dette nette

Dette publique notifiée diminuée des dépôts, crédits et titres de créances négociables (évalués à leur valeur de marché) détenus par les administrations publiques des autres secteurs.

Dette publique au sens de Maastricht

Cohérente avec les comptes nationaux financiers, elle diffère du total du passif des administrations publiques car elle exclut certains instruments de dette, essentiellement les crédits commerciaux et autres délais de paiement. Elle est consolidée : les dettes dont le créancier appartient au champ des administrations publiques sont exclues. Enfin, elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement effective et non à la valeur de marché comme cela se fait dans les comptes nationaux.

Emploi

En comptabilité nationale, tous les types d'emploi (salarié, non salarié) sont comptabilisés et chaque personne compte pour un emploi dit « **en personne physique** », quel que soit son temps de travail et même s'il est très réduit. La notion d'**emploi intérieur** correspond à l'emploi généré par l'économie sur le territoire, en métropole et dans les départements d'outre-mer (y compris Mayotte). Les estimations intègrent les non-résidents travaillant sur le territoire économique (frontaliers ou saisonniers venant en France), mais excluent les résidents travaillant à l'étranger.

Pour tenir compte de façon plus précise de la force de travail mobilisée par l'économie française, il faut recourir à la notion d'« **équivalent temps plein** », qui prend notamment en

compte le temps partiel : deux personnes travaillant à mi-temps sont par exemple comptabilisées pour un seul équivalent temps plein. À l'inverse, la multiactivité et les corrections pour travail non déclaré tendent à relever les effectifs en équivalent temps plein. Au total, le nombre d'emplois en équivalent temps plein est inférieur à l'emploi comptabilisé en personnes physiques.

Empreinte carbone

L'empreinte carbone d'un pays comptabilise l'ensemble des émissions des gaz à effet de serre induites par la consommation intérieure de biens et services, qu'ils soient produits dans le pays ou importés. Elle exclut les émissions liées à la fabrication des produits et services exportés.

Endettement des agents non financiers résidents

Il s'agit ici d'un agrégat large de l'endettement des agents non financiers résidents, englobant l'ensemble des engagements contractés sous forme d'emprunts auprès des institutions financières (institutions financières monétaires et autres intermédiaires financiers), résidentes et non résidentes, et sous forme de titres de créance émis sur les marchés de capitaux, en France comme à l'étranger. Les encours de titres de créance sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Pour les administrations publiques (APU), c'est l'encours de la dette notifiée par la France à la Commission européenne (dite « dette au sens de Maastricht ») qui est présenté. La dette au sens de Maastricht est consolidée : les dettes entre sous-secteurs des APU en sont exclues. Ici, la présentation ne comprend ni les prêts entre agents non financiers résidents, ni les crédits commerciaux, ni les prêts entre affiliés. Les financements par émissions d'actions n'apparaissent pas non plus, car ils ne constituent pas une dette mais un droit de propriété.

Enquête Emploi en continu

Enquête auprès des ménages, qui porte sur les personnes de 15 ans ou plus vivant en France

(hors Mayotte et collectivités d'outre-mer). Chaque trimestre, près de 60 000 logements répondent à l'enquête (sont exclues du champ de l'enquête les communautés : foyers, cités universitaires, hôpitaux, prisons), soit un peu plus de 100 000 personnes de 15 ans ou plus. Cet échantillon est partiellement renouvelé chaque trimestre. La collecte a lieu en continu durant toutes les semaines de l'année. L'enquête Emploi est la seule source permettant de mesurer l'activité, l'emploi et le chômage selon les principes définis par le Bureau international du travail (BIT). Le taux de chômage est estimé avec une précision de +/- 0,3 point.

Équivalent temps plein

Voir **Emploi**.

Excédent brut d'exploitation

Solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

Fab (franco à bord)

Désigne une marchandise dont la valeur à l'importation est évaluée au passage à la frontière du pays d'origine à l'exclusion des coûts de transport et d'assurance entre la frontière du pays d'origine et celle du pays importateur. Lorsque ces coûts sont inclus, les importations sont valorisées Caf (« coûts, assurance, fret »). Les exportations sont toujours mesurées Fab. La correction Caf-Fab pour les importations n'est disponible que globalement, et pas pour chaque poste isolément.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Elles regroupent l'ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de

consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Intermédiaires financiers hors sociétés d'assurance (IF)

Ils regroupent, pour l'essentiel, la Banque de France, les établissements de crédit et les fonds d'investissement (organismes de placement collectif monétaires, non monétaires et assimilés).

La comptabilité nationale distingue deux composantes de la production des IF : d'une part la **production facturée**, c'est-à-dire essentiellement les commissions, d'autre part la production de **services d'intermédiation financière indirectement mesurés** (Sifim), correspondant aux marges d'intérêt perçues à l'occasion des opérations de crédit et de dépôt réalisées par les banques avec leur clientèle.

Marge globale d'intermédiation

Correspond à la somme des marges d'intermédiation sur les crédits et sur les dépôts.

Parités de pouvoir d'achat (PPA)

Taux qui permettent de convertir toutes les monnaies dans une monnaie commune, le **standard de pouvoir d'achat** (SPA), qui a le même pouvoir d'achat dans chaque pays. L'agrégat de référence est le PIB, mais les indices de volume par habitant peuvent être évalués pour tous les agrégats. Les indices de prix et de volume sont calculés par rapport à une base 100 représentant la moyenne de l'Union européenne à 28.

Part de marché relative de la France

Rapport des exportations totales françaises de biens et services aux exportations mondiales de biens et services.

Patrimoine national

Patrimoine des résidents sur le territoire national. Il est composé du patrimoine non

financier et du patrimoine financier net, à la fois solde des créances et dettes vis-à-vis de l'extérieur et solde des actifs et passifs financiers détenus au niveau national. Dans le compte de patrimoine, on distingue la valeur des bâtiments de celle des terrains qui les supportent. L'évolution des prix des bâtiments suit l'indice du coût de la construction et l'ensemble bâtiments plus terrains bâtit l'indice de prix des logements anciens. Ce sont donc principalement les terrains qui supportent les variations des prix de l'immobilier.

Pauvreté en conditions de vie

Désigne une situation de difficulté économique durable définie comme l'incapacité de couvrir 3 dépenses parmi les 9 de la liste suivante :

1. arriérés de paiement du loyer, d'un emprunt hypothécaire ou des factures d'eau/gaz/électricité dans les 12 derniers mois ;
2. chauffer son logement ;
3. faire face à des dépenses imprévues ;
4. consommer de la viande ou une autre source de protéines au moins tous les 2 jours ;
5. s'offrir une semaine de vacances hors du logement ;
6. posséder un téléviseur couleur ;
7. posséder un lave-linge ;
8. posséder une voiture personnelle ;
9. posséder un téléphone.

Pauvreté monétaire

Part des personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian. Le niveau de vie est lui-même égal au revenu disponible par unité de consommation.

Pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB)

L'évolution du pouvoir d'achat du RDB rapporte l'évolution du RDB à celle du prix de la dépense de consommation des ménages.

Produit intérieur net (PIN)

Mesure la production agrégée des agents économiques résidents au cours de la période (PIB),

nette de la consommation de capital fixe (CCF), qui correspond au coût d'usure et d'obsolescence du capital au cours de la même période. De même, le revenu disponible net s'obtient en déduisant la CCF du revenu disponible brut. Il est préférable de comparer les stocks de patrimoine avec des flux macro-économiques nets plutôt que bruts, car il est lui-même un stock net.

Ratios d'endettement

Leur suivi permet d'apprécier l'adéquation des financements obtenus sous forme d'emprunts par les agents économiques aux évolutions de l'économie réelle. La répartition par instruments des financements obtenus (crédits, titres de créance) fournit des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement.

Revenu arbitrable

Il est obtenu après déduction des dépenses pré-engagées du revenu disponible.

Revenu disponible ajusté des ménages

Revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, contreparties des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Revenu disponible brut (RDB)

Revenu à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne une fois déduits les prélèvements sociaux et fiscaux. Il comprend les revenus d'activité (rémunération des salariés et revenus d'entreprise des entrepreneurs individuels), les revenus de la propriété (dividendes, intérêts et loyers), les prestations sociales autres que des transferts sociaux en nature (pensions de retraite, indemnités de chômage, allocations familiales, minima sociaux, etc.), les autres transferts courants (notamment les indemnités d'assurance nettes des primes), diminués

des impôts et cotisations sociales versés par les ménages.

Revenu national brut (RNB)

Mesure l'ensemble des revenus perçus par les agents résidant sur le territoire national tandis que le PIB mesure le surcroît de richesse produit dans l'année sur le territoire national. Il est obtenu en ajoutant au PIB le solde (positif ou négatif) des revenus du travail et de la propriété reçus du reste du monde.

Secteur des sociétés d'assurance

Regroupe toutes les sociétés, hors organismes de sécurité sociale, dont les activités recouvrent la protection contre divers risques (décès, invalidité, santé, dommages corporels, dommages aux biens, etc.), la constitution d'une épargne (assurance-vie) ainsi que la réassurance. Il inclut par ailleurs les opérations réalisées par la Coface pour le compte de l'État français. Les sociétés d'assurance classique reçoivent des primes et versent des indemnités tandis que les sociétés d'assurance sociale privée reçoivent des cotisations et versent des prestations. En comptabilité nationale, le service produit par les sociétés d'assurance est mesuré comme la somme des primes (ou cotisations) et des revenus de placement des réserves, diminuée des indemnités attendues ou des prestations dues. Dans le cas de l'assurance-vie, cette définition intègre les décalages temporels entre le versement des cotisations par les épargnants et le bénéfice qu'ils en tirent (à la clôture du contrat) en tenant compte des provisions financières que la société d'assurance doit réglementairement constituer.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)

Ils représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

Sorties précoces du système scolaire (en %)

Elles sont mesurées par la proportion de jeunes de 18-24 ans qui ne poursuivent pas d'études ni de formation et n'ont ni certificat d'aptitude professionnelle (CAP), ni brevet d'études professionnelles (BEP), ni diplôme supérieur.

Taux d'autofinancement

Rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe.

Taux de change effectif nominal (respectivement réel) de la France

Il est calculé en agrégeant les parités nominales (respectivement déflatées par les prix à la consommation) des monnaies de 23 pays de l'OCDE avec la même pondération que celle utilisée pour le calcul de la compétitivité-coût et prix.

La compétitivité-prix française s'améliore lorsque les prix français progressent moins vite que les prix étrangers exprimés en une monnaie commune, que ce soit en raison d'une moindre inflation, d'une dépréciation nominale ou d'une combinaison de ces deux facteurs. Une situation où la compétitivité-coût se détériore et où la compétitivité-prix reste stable peut traduire un effort de compression des marges plus important de la part des exportateurs français.

Taux de couverture du commerce extérieur

Rapport entre les exportations et les importations Fab.

Taux de croissance annuel des crédits aux ménages

En pourcentage de l'année N, rapport entre le flux de crédits aux ménages de l'année N et l'encours de crédits aux ménages observé à la fin de l'année N-1.

Taux d'investissement

Rapport de la formation brute de capital fixe à la valeur ajoutée.

Taux de marge

Rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée.

Titres de créance

Désignent les bons du Trésor (BTF et BTAN), les titres de créances négociables émis sur le marché français (billets de trésorerie, certificats de dépôt, bons à moyen terme négociables), le *commercial paper* émis à l'étranger et les *Euro medium term notes* (EMTN) et les obligations, dont les obligations assimilables du Trésor (OAT). Au sein des titres de créance, les titres à court terme sont les titres d'échéance initiale inférieure ou égale à un an et les titres à moyen et long terme, ceux dont l'échéance à l'émission est supérieure à un an. Pour ces derniers, les émissions des groupes bancaires acquises par ces mêmes groupes sont exclues des statistiques présentées dans le présent ouvrage.

Transferts privés

En comptabilité nationale, tous les transferts entre résidents appartenant à un même secteur institutionnel, qu'il s'agisse de transferts d'argent (pensions alimentaires, aides financières) ou d'achats/ventes de biens d'occasion (automobiles, vêtements, électroménager) sont neutres et ne font pas l'objet d'évaluations. Dans le cadre de la décomposition du compte des ménages par catégorie il ne peut plus en être de même, car ces transferts ne sont pas uniformément répartis entre les ménages. Des flux de revenus désignés par le terme « transferts privés » ont donc été introduits. Il s'agit de transferts monétaires uniquement. Les transferts en nature en sont exclus : ainsi, la somme qu'un étudiant reçoit de ses parents pour payer son loyer est incluse mais pas la somme que représente le loyer si les parents le payent directement au propriétaire. Les héritages et donations sont également hors champ des « transferts privés ».

Unités de consommation

Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de

multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie.

Aussi, pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite « de l'OCDE ») retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.